

leurs avions disponibles. Notre commandement du transport aérien possède plus de vingt appareils Hercules. Il était évident que le Canada pouvait fournir les avions requis. Mais qu'a fait le gouvernement actuel? Le 12 juillet, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a mentionné pour la première fois la possibilité que le Canada fournisse des Hercules. Toutefois, la proposition était conditionnelle: seule la Croix-Rouge devait distribuer nos secours et diriger nos avions, et il fallait obtenir une autorisation de toutes les autorités intéressées avant de permettre à nos avions de décoller. Si les églises s'étaient soumises à cet ensemble de formalités, les morts auraient été beaucoup plus nombreux.

On a pris cette décision, tout en sachant fort bien que les églises étaient des intermédiaires beaucoup plus efficaces que la Croix-Rouge et que les autorités compétentes qui autorisaient les vols *de facto*, ne faisaient rien pour les intercepter. Cependant, je crois qu'on nous a avertis au milieu de l'été que le Canada devait être prudent, sans quoi le Nigéria pourrait lui déclarer la guerre. Je dois dire que cette absurdité manifeste n'a pas été prise au sérieux dans les milieux autorisés du Canada. Le résultat, facile à prévoir, de notre prudente décision fut qu'il fallut attendre le 12 octobre, 90 jours après la première proposition du ministre, pour que le premier Hercules quitte le Canada, à destination du Nigéria. Et ce n'est que 18 jours plus tard que le premier appareil est arrivé au Biafra.

C'est un amer bilan. Les Canadiens et leurs représentants à la Chambre avaient espéré que le gouvernement agirait. Nous avions accueilli avec joie l'annonce tardive mais encourageante du premier ministre, parlant de vols futurs. Mais un sentiment de courroux, d'amertume même, nous a envahis devant le retard de 18 jours imposé à nos avions, immobilisés dans divers aéroports tropicaux. Le 16 novembre, jour où un appareil Hercules a quitté le Nigéria pour rentrer au Canada, notre courroux a fait place à la honte; nos dirigeants semblaient ne pas pouvoir ou ne pas vouloir agir aussi hardiment que l'exigeait la situation. Les tentatives répétées du premier ministre pour en rejeter le blâme sur les Biafrais ne faisaient que rendre cette honte plus intolérable.

Alors, monsieur l'Orateur, le gouvernement prit l'ultime de ses futiles initiatives. Il a proposé d'envoyer des avions Caribou au Nigéria. Comme on pouvait s'y attendre, la Croix-Rouge a écarté la proposition. Il eût suffi d'un simple coup de téléphone aux fonctionnaires et organismes du Canada proposés aux opérations de secours pour confirmer l'inaptitude de cet appareil léger. Nous recon-

[M. Fairweather.]

naissons, monsieur l'Orateur, que toutes les causes de l'échec des tentatives du gouvernement actuel de faire le bien à contrecœur, ne dépendaient pas entièrement des députés des banquettes ministérielles.

Mais la mesure dans laquelle le Canada se sentait obligé d'obtenir la permission de ceux qui accordaient *de facto* l'autorisation de vols dépendait sûrement du gouvernement; la décision de recourir uniquement à la Croix-Rouge relevait également du cabinet. L'énergie avec laquelle notre gouvernement a donné suite à la politique de contact avec les autorités laissait grandement à désirer. A titre d'exemple, je me reporte à la déclaration du 22 octobre du ministre à la Chambre, portant que les vols devaient attendre l'approbation des autorités de la Guinée équatoriale, autorités qui, comme il l'a expliqué allégrement, restaient introuvables.

Les députés et le peuple canadien ont eu nettement l'impression que le gouvernement a eu recours à des voies et à des procédures officielles qui n'ont nullement facilité mais qui ont plutôt gêné la fourniture d'aliments aux affamés. Des concepts abstraits ont empêché de répondre à des besoins concrets. Le croquis poignant et pénible de l'enfant émacié du Biafra qui tient un bol rempli de ce que l'on a appelé des «chinoiseries administratives» est trop réaliste pour prêter à rire.

J'aimerais maintenant montrer le contraste que font voir les interventions du gouvernement et l'initiative des simples particuliers et des organismes du pays. Les visites faites par quatre députés et un membre de l'Assemblée législative d'Ontario à ces régions assiégées se sont avérées les contributions les plus dramatiques. Le premier de ces voyages a eu lieu il y a 56 jours. Les journalistes canadiens qui se sont rendus tant au Nigéria qu'au Biafra ont contribué une aide de première importance en permettant aux Canadiens de se former une opinion grâce à des renseignements irrécusables plutôt que par la propagande. Les hommes des Églises de toutes les confessions ont été les premiers au Canada à s'intéresser à ceux qui ont faim. Ils ont travaillé activement à recueillir des fonds et à les canaliser de la manière la plus efficace possible. Bon nombre d'entre eux sont allés au Nigéria et au Biafra travailler avec les organismes de secours.

Même si le premier ministre a laissé entendre le contraire, les Canadiens ont été généreux envers le Biafra. Ils ont déjà donné une somme de quelque \$600,000 pour des secours. Presque tous les journaux du pays détaillent des projets originaux, marches et le reste, mis en œuvre par des jeunes soucieux des besoins du Biafra. Le Canada a pris un intérêt exceptionnel aux événements. L'intensité et la durée de cet intérêt ont surpris les visiteurs des autres pays moins convaincus. Mal-